



*Afrique et développement*, Vol. XXVII, Nos. 1&2, 2003, pp. 202–5

© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 2003 (ISSN 0850-3907)

## Book Reviews/ Revues de livres

Michel Ben Arrous, 2003, *Coalition, Dispersion. Un moment démocratique en Afrique de l'Ouest « francophone », 1988–1998*, CODESRIA, Dakar.

Alawadi Zelao  
Sociologue/Chercheur  
Centre National d'Education  
BP 1457, Yaoundé, Cameroun

La marche chaotique des Etats africains post-coloniaux vers la démocratie ne finit pas de provoquer la curiosité intellectuelle des observateurs et analystes africanistes. L'ouvrage de Michel Ben Arrons apporte un éclairage de plus sur ce pan de l'histoire politique et nous replonge, plus exactement dans les méandres de la démocratisation de « l'Afrique de l'Ouest francophone ». L'objectif de l'auteur est de dégager et de scruter les linéaments, les péripéties, les aléas, les paradigmes structurants, les forces et les faiblesses, les temporalités tangibles et les espaces de ruptures qui caractérisent ce « moment démocratique ». D'entrée de jeu, l'auteur souligne que « l'idée centrale de cet essai est que les années 1988 à 1996 ont constitué un moment politique comparable au moment anticolonial des années 1950. Dans l'entre-deux, l'avènement des parti- Etats paraissait avoir brisé l'expression politique du plus grand nombre. Après trois décennies de monopole des parti- Etats sur la construction nationale et sur le développement économique et social s'est opéré un vaste mouvement de re- participation à la conduite des affaires publiques » ( p.12).

L'auteur a choisi de circonscrire l'étude à l'Afrique de l'Ouest « francophone ». De fait, dans cette région de l'Afrique, les trajectoires des transitions démocratiques ne sont pas, loin s'en faut ni monolithiques ni homogènes d'une entité étatique à une autre, tout comme les causalités et les forces qui les activent. La pluralité d'enjeux, la pluralisation des espaces et les acteurs dans un contexte socio- politique, foncièrement, informé par la crise du monolithisme ou de la monocratie participent et identifient simultanément la multiplicité des régimes des régimes de changements socio-politiques qui donnent sens et figure aux mouvements de démocratisation. La dynamique de braconnage des anciens systèmes

est l'œuvre d'une multiplicité des forces sociales qui tiennent à marquer les mutations en cours.

Le temps démocratique invoque la « crise », identifie la déliquescence des légitimités de régimes politiques monocratiques, postule la réinstauration d'un espace social de participation et de contradiction. Le contexte de libéralisation politique, mouvement complexe par ailleurs, voit émerger une catégorie d'acteurs politiques et sociaux qui revendiquent une nouvelle grammaire d'agencements sociaux, impose de nouvelles conduites qui autorisent à une re-formulation de l'ordre politique jadis à l'œuvre.

Incontestablement les années d'indépendances se sont caractérisées par la violation des libertés politiques et sociales, la dynamique de totalisation des espaces politiques, l'embrigadement des groupes sociaux dans les appareils politiques de sujétion que sont entre autres parti unique, syndicat unique, presse unique. L'Etat-théologien revendiquait alors le monopole de la vérité et le contrôle quasi-systématique de la production, de la circulation et la redistribution sélective des régimes discursifs et symboliques.

La mise en scène démocratique avec ses formules inédites d'action politique a, à travers les conférences nationales, les larges débats et les tripartites organisés dans certains pays d'Afrique révélé la dimension « cathartique » de la « démocratie » en tant que variable référentielle de la libération et de l'éclosion de la parole, vecteur de la participation populaire massive, facteur d'autonomisation des « cadets sociaux » et donnée structurante de l'institutionnalisation d'une force politique oppositionnelle, véritable contre-pouvoir à des régimes politiques monopolistiques et concentrationnaires. Toutes choses qui étaient prohibées, interdites, frappées d'ostracisme par l'idéologie « nationalitaire » des années 70.

Par ailleurs, les contentieux démocratiques en Afrique de l'Ouest ont lourdement amplifié, dramatisé et exacerbé les cadres d'action collective d'ordre ethnique ou identitaire. Les groupes sociaux longtemps enserrés dans les arcanes des partis-Etats se reconstituent et se réajustent sous des formules qui épousent dans la pratique, le visage de la communauté de ressemblance ou de parenté. La dynamique démocratique n'a pas, loin s'en faut, contribué ou activé la construction d'un espace national de convergence ou de consensus. Dans l'écrasante majorité des pays africains, le pluralisme politique s'apparente à une reconduction dans l'espace politique du pluralisme socio-culturel des sociétés en interaction.

Ainsi, la théâtralisation des jeux de coalition, d'alliances éphémères, de dispersion, de rupture ou de fracture entre les groupes d'acteurs au

devant de la scène politique en mutation traduit que le contexte du changement politique constitue désormais le lieu, par excellence des transactions ou des alliances factices. Dans ce contexte les acteurs et les leaders politiques en particulier évoluent et changent de postures au gré des intérêts baroques, des options flottantes et volatiles.

Après trois décennies du monolithisme institutionnel et du noyautage ethnique, les entités sociales se découvrent et se forgent de nouvelles identités, de nouvelles modalités d'action politique, d'agencements autres qui viennent à bousculer les équilibres sociaux précaires et fragiles. Cet ensemble des procédures tactiques, labiles, volatiles, ambiguës, par moment diffuses mais toujours inintelligibles caractérisent le mouvement de complexification des alliances et des interactions sociales qu'institue le «moment démocratique».

Le marquage de la «conscience de rupture» et la logique de «dispersion» qui structurent et habitent les acteurs politiques pluriels dans la zone Ouest africaine inscrite sur la longue durée de démocratisation témoignent de la crise du monolithisme politique des années 60 et relève du à plus d'un titre de la capacité, sinon à tout de la volonté des acteurs à ré-inventer, à re-constituer un nouvel ordre politique dans la sous-région qui s'enracine dans un contexte d'ouverture démocratique.

La dynamique de démocratisation telle que problématisée par Ben Arrous, participe, fondamentalement de la construction, de l'édification et de la mise en chantier d'une société de participation, de contradiction, plus ouverte, plus ancrée et mieux informée de la civilité des mœurs politiques caractéristiques des mutations en cours et indicateur identificatoire des sociétés démocratiques contemporaines. Du coup, l'enjeu démocratique va au-delà de la quincaillerie institutionnelle pour s'enraciner dans le corps social. Le texte de Ben Arrons n'est pas, on le découvre au fil des lignes une leçon magistrale du «moment démocratique» encore moins une lecture élogieuse de la «démocratie» telle qu'inscrite dans l'agenda politique des sociétés Ouest-africaines.

Au demeurant, l'argumentaire de Ben Arrous se construit et se concentre, largement et presque exclusivement sur le jeu d'acteurs politiques de premier plan, l'élite, catégorie d'acteurs au sommet de la pyramide sociale, qui n'exprime pas toujours les mêmes aspirations et les mêmes projets que les «ordinaires» ou le «bas peuple». La posture analytique de facture constructiviste et interactionniste du fait politique aura permis de moduler le poids des «sans importance» dans la formulation et la codification de cette société démocratique en émergence.

Le processus de démocratisation tel que modulé et articulé par les entités sociales longtemps tenues en marge du champ politique ne participe-t-il pas de la délégitimation du contrat social mis en place par la « bourgeoisie compradore » des années d'indépendance? L'irruption des « cadets sociaux » au détour de la décennie 90 ne sonne-t-elle pas le glas des autoritarismes africains? De fait, les demandes sociales de la base se sont prioritairement construites autour d'un ensemble de vertus : re-formulation de méthode de gouvernance, transparence dans la gestion des fortunes publiques, assainissement de l'administration publique et ré-institution de la moralité publique, redistribution équitable des ressources nationales, respect de la dignité humaine en institutionnalisant la pratique des droits de l'homme, codification d'un corps social indépendant du champ politique à l'instar de la société civile, pluralisation des espaces d'action politique...

Au regard des « ratés » sans cesse récurrents (conflagration sociale, luttes d'identité, violation permanente de la souveraineté populaire, retour en force de l'unanimité politique, braconnage et pillage des fortunes publiques, déni de la dignité humaine...) du processus de mutations politiques des régimes post-coloniaux africains, ne faut-il pas désormais re-questionner le patrimoine politique traditionnel des sociétés longtemps colonisées afin d'y soustraire quelque chose de positif, de constructif et de dynamisant. Si non que signifierait, plus concrètement, pour les sociétés en situation dépendante démocratiser la démocratie?

En somme, le texte de Ben Arrous porte sur un sujet d'actualité et est d'une facture intelligible. Il édifie l'observateur sur les tendances fortes et les variables lourdes des transitions démocratiques en Afrique au Sud du Sahara, spécialement la région de l'Afrique de l'Ouest francophone. Dans la chevauchée de l'argumentaire ; la mise en scène dramatique, le procès de théâtralisation et le jeu des acteurs, les contextes et les moments de coalition, de dispersion et de dissémination, bref le phénomène politique dans ce qu'il a de banal et de ludique, de rituel et de factuel sont de bout en bout évoqués. Ce qui permet de suivre le parcours erratique, labile, volatile et mouvementé du processus démocratique en cours.